

Les agriculteurs manifestent en nombre à Paris

Après l'annonce de la fin des insecticides néonicotinoïdes, plusieurs milliers d'agriculteurs ont afflué, hier à Paris, pour protester contre les restrictions d'usages de pesticides.

Ils étaient quelque 600 tracteurs et entre 2 000 et 3 000 manifestants à s'être rassemblés, hier, sur le rond-point du Bleuet-de-France, à Paris. La manifestation avait lieu à l'appel du syndicat agricole FNSEA, de la Confédération générale des planteurs de betteraves (CGB) et de plusieurs fédérations locales des Jeunes agriculteurs (JA).

Avec, comme mot d'ordre, celui de protester contre les restrictions d'usage de pesticides et la multiplication « des contraintes réglementaires de tous ordres ». Les manifestants mettent en avant un risque de baisse de production de la Ferme France, et une concurrence inégale avec les importations.

L'origine de la grogne : la fin des néonicotinoïdes

À l'origine du défilé, la fin des dérogations accordées aux insecticides néonicotinoïdes pour la culture de la betterave sucrière annoncée par le gouvernement fin janvier, après une décision de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Pour rappel, l'Union européenne avait interdit, en 2018, l'usage de trois néonicotinoïdes (clothianidine, thiaméthoxame et imidaclopride), accusés d'accélérer le déclin massif des colonies d'abeilles.

Face aux pertes de rendements dues à la jaunisse de la betterave, onze États membres avaient néanmoins adopté des dérogations. Dont la France, qui s'apprêtait à renouveler la sienne pour la troisième année. Avant que la CJUE ne lui barre la rou-



Quelque 600 tracteurs et entre 2 000 et 3 000 manifestants se sont rassemblés, hier à Paris.

PHOTO : PHOTO PQR MAXP

au passage qu'en 2020, la jaunisse avait entraîné « une perte moyenne de rendement de 30 % au niveau national ».

Peu avant la manifestation, une rencontre s'est tenue entre le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau et les représentants de plusieurs filières céréalières et horticoles afin d'évoquer la remise en question des produits phytosanitaires « sans solutions de remplacement ». Concernant la betterave, « le ministre de l'Agriculture s'est engagé publiquement à ce que l'ensemble des pertes dues à la

agriculteurs seront aidés au prorata des pertes, avec comme référence d'indemnisation les années 2017, 2018 et 2019 », a précisé Christiane Lambert, présidente de la FNSEA, le même jour. Une réunion technique devait encore avoir lieu hier, dans la soirée, pour finaliser ce « plan d'actions et de soutien ».

À la tribune, le président de la CGB a incité les agriculteurs « à semer des betteraves pour éviter la fermeture de nos usines et la perte d'emplois dans nos territoires ». Dans la foule, les annonces n'ont pas suffi à étein-

cotinoïdes n'est jamais que « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ».

« Nous subissons des retraits de molécules, les uns après les autres », s'alarme ainsi Damien Grefin, président de la FNSEA Grand bassin parisien.

Or, « ces interdictions répétées condamnent la production agricole et favorisent les importations massives de produits étrangers, mettant en péril la souveraineté alimentaire de la France », soutiennent les organisateurs de la manifestation. Tous espèrent que l'État leur apportera des